



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement,
De l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Arrêté Préfectoral
portant enregistrement d'une usine de fabrication de pièces de bois
située sur la commune d'Aigre (16140), 6 Chemin de la Font Girard,
et exploitée par la société CARTI Meubles

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, dont notamment ses articles L.511-1, L.512-7 à L.512-7-7, L.512-10, R.512-46-1 à R.512-46-30 et R.512-52 ;

Vu la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes Cœur de Charentes ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 7 janvier 2000 pour l'atelier de travail du bois et une puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines, inférieure ou égale à 200 kW, classé selon la rubrique ICPE n°2410-2 ;

Vu la demande présentée en date du 1^{er} avril 2025 par la société CARTI Meubles, dont le siège social est situé 6, Chemin de la Font Girard à Aigre (16140), pour l'enregistrement d'une installation de fabrication de pièces de bois (rubrique n°2410 de la nomenclature des installations classées) située à la même adresse, et pour l'aménagement de certaines prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé justifiée par des circonstances locales ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans de l'installation et les justifications de la conformité aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

Vu l'avis favorable du Maire d'Aigre sur la proposition d'usage futur du site, en cas de cessation d'activité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2025 fixant les jours et heures où la demande d'enregistrement a pu être consultée par le public ;

Vu l'avis du SDIS de la Charente sur la demande susvisée ;

Vu l'absence d'observation du public recueillie entre le 3 juin et le 2 juillet 2025 inclus ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de La commune d'Aigre en date du 6 juin 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral daté du 8 septembre 2025 prorogeant le délai pour statuer sur la demande d'enregistrement jusqu'au 1^{er} novembre 2025 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du xxxxxx 2025 en application de l'article R.512-46-16 du code de l'environnement ;

Vu la communication au pétitionnaire du rapport et des propositions susvisées de l'inspection des installations classées par courrier du 24 septembre 2025, conformément aux dispositions de l'article R.512-46-17 du code de l'environnement ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 20 novembre 2025 ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande exprimée par la société CARTI Meubles pour l'aménagement des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé du 2 septembre 2014 mentionnées aux articles 5, 11, 12, 13, 14, 17 et 32 ne remet pas en cause la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des dispositions des articles 2.1.1 à 2.1.7 et 2.2.1. à 2.2.4. du présent arrêté prescrivant des mesures compensatoires ou complémentaires ;

Considérant que la demande d'enregistrement susvisée précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage de type industriel ;

Considérant l'absence d'effet cumulé du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants ou approuvés dans la zone d'étude ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de déposer un dossier complet d'autorisation ; en revanche, les mesures compensatoires ou alternatives proposées par le demandeur dans le cadre des aménagements sollicités supra, sont à prescrire par voie d'arrêté préfectoral afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 ;

Considérant, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande d'enregistrement susvisée selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Considérant que le dossier d'enregistrement susvisé comprend, par ailleurs, une demande d'aménagement de certaines prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé du 5 décembre

2016 relatif aux ICPE à déclaration, mentionnées aux articles 2.4.1, 2.4.2, 2.4.3 - b), 2.4.4, 2.4.5 et 5.3 de son annexe I, qui ne remet pas en cause la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des dispositions des articles 3.2.1 à 3.2.5 du présent arrêté ;
Considérant que les conditions légales de délivrance de l'enregistrement sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente,

ARRÊTE

TITRE 1^{ER} – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de fabrication de pièces de bois de la société CARTI Meubles, dénommée « *l'exploitant* » dans la suite du présent arrêté, dont le siège social est situé 6, Chemin de la Font Girard, 16140 Aigre, faisant l'objet de la demande susvisée du 1^{er} avril 2025, sont enregistrées.

Les installations sont localisées sur le territoire de la commune d'Aigre, 6, Chemin de la Font Girard. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Il est donné récépissé à l'exploitant de la déclaration déposée dans le cadre de la demande d'enregistrement susvisée du 1^{er} avril 2025, pour l'installation de stockage de panneaux de particules relevant de la rubrique n°1532 de la nomenclature des ICPE.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La demande vise à l'enregistrement d'une installation de fabrication de pièces de bois classée sous le numéro 2410 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique / Alinéa	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2410	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 250 kW.	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes : 1494 kW	Enregistrement

Les installations suivantes, mentionnées dans le dossier de demande susvisé, relèvent du régime de la déclaration :

Rubrique / Alinéa	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
1532-2	<p>Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	<p>Stockage des panneaux de particules au niveau du bâtiment principal.</p> <p>Volume susceptible d'être stocké : 4600 m³</p>	Déclaration

ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE « LOI SUR L'EAU »

Sans objet.

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles	
Aigre	OB	872
		40
		870
		876
		878
		879
		880
		881
		882
		883
		884
		885
		743

La superficie du terrain et d'emprise de l'installation est de 24.464 m².

Les installations sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant accompagnant sa demande susvisée déposée le 1^{er} avril 2025.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aménagées par le présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles du récépissé administratif susvisé, en date du 7 janvier 2000 qui est abrogé.

ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'installation les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2410 (atelier de travail du bois et matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES - AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions des articles 5, 11, 12, 13, 14, 17 et 32 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé du 2 septembre 2014, sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « *Prescriptions particulières* » du présent arrêté.

TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 5 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 SEPTEMBRE 2014 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2410 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En lieu et place des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« *L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.*

L'exploitant dispose de la maîtrise foncière des parcelles n° 809, 810, 42, 43, 44, 45, 136 et 866 de la section 0B de la commune d'Aigre.

En application des dispositions du II de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement, l'exploitant informe le préfet et l'inspection des installations classées, avant sa réalisation, de tout projet sur l'une de ces parcelles, susceptible d'aggraver les risques liés à l'exploitation des installations, en cas de sinistre sur l'établissement. »

ARTICLE 2.1.2. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 11 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 SEPTEMBRE 2014 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2410 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En lieu et place des dispositions du I de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« I. Les locaux de structure fermée présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

Ouvrages :

- murs séparatifs intérieurs : EI 60 ;*
- planchers/sol : REI 60 ;*

Cantonnement : DH 60 ;

Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

Ouvrages :

- murs extérieurs : R 30 ;*
- murs séparatifs : EI 30 ;*
- planchers/sol : REI 30 ;*
- portes et fermetures : EI 30 ;*

Toitures et couvertures de toiture : BROOF (t3) ;

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

La surface des mezzanines occupe au maximum 50 % de la surface du niveau au sol de l'atelier.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 2.1.3. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 12 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 SEPTEMBRE 2014 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2410 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En lieu et place des dispositions du II de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation :

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation le long des faces Nord et Ouest du bâtiment principal et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres en face Nord du bâtiment principal et de 5 mètres en face Ouest du bâtiment principal,*
- la hauteur libre est au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 %,*
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,*

- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie « engins. »

ARTICLE 2.1.4. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 13 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 SEPTEMBRE 2014 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2410 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En lieu et place des dispositions de l'article 13, alinea 1 et 2, de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 1 % de la surface au sol du local.

L'ensemble du personnel est formé à la manœuvre des commandes des dispositifs de désenfumage. »

ARTICLE 2.1.5. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 14 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 SEPTEMBRE 2014 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2410 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En lieu et place des dispositions du I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

1° D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

2° D'un ou plusieurs appareils fixes de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure (sous 1 bar) pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Les poteaux incendie suivants, alimentés par le réseau public, délivrent au moins 60 m³/h (sous 1 bar) :

- *un poteau situé à environ 15 mètres au sud-ouest du site, au niveau de la RD739,*
- *un poteau situé à environ 135 mètres au nord-ouest du site, au croisement de la RD736 et la RD737.*

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ou tout autre moyen équivalent est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.

Ce dispositif dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h sous 1 bar.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative à la mise en place d'une réserve d'eau incendie, ou de tout autre dispositif équivalent, permettant d'accroître de 120 m³ au moins, la ressource en eau disponible. Cette étude prend en compte l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement.

3° D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. »

ARTICLE 2.1.6. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 17 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 SEPTEMBRE 2014 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2410 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En lieu et place des dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet ou isolé du reste de l'installation par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre la chaufferie et les autres locaux se fait soit par un sas équipé de deux blocs portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu EI 120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs, permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore-et visuel d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative à la mise en place de ces dispositifs.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. »

ARTICLE 2.1.7. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 32 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 2 SEPTEMBRE 2014 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N°2410 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En lieu et place des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique ou dans le milieu naturel si le réseau spécifique est inexistant et après justification par l'exploitant de l'absence de pollution créée par ce rejet.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique. »

CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la prévention et la protection incendie, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.5. ci-après.

ARTICLE 2.2.1. RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION INCENDIE

Les dispositions du I de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« Plusieurs extincteurs mobiles sur roues et de capacité minimale de 50 kg sont répartis à l'intérieur de l'installation et judicieusement positionnés pour pouvoir attaquer un départ de feu par deux côtés opposés.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative à la mise en place d'une réserve d'eau incendie, ou de tout autre dispositif équivalent, permettant d'accroître de 120 m³ au moins, la ressource en eau disponible. Cette étude prend en compte l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. »

ARTICLE 2.2.2. FORMATION DES PERSONNELS - EXERCICES

Les dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel susvisé du 2 septembre 2014 sont complétées par les dispositions suivantes :

« Le personnel de l'établissement est formé à l'utilisation des moyens de secours (extincteurs, alarme, organes de coupure, désenfumage,...) présents sur le site, ainsi qu'à l'application des consignes de sécurité (évacuations, alarme, alerte, accueil des secours,...) et des procédures d'urgence et de mise en sécurité des installations à risques.

Cette formation est réalisée tous les ans. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'information relative à la réalisation de cette formation.

Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les consignes de sécurité prennent en compte les différents scénarios de sinistres possibles au sein de l'établissement.

Les mesures sont prévues pour permettre l'accueil des services d'incendie et de secours à tous les locaux du site en cas d'incendie sur le site, en cohérence avec les consignes mentionnées au I de l'article 12.

Le personnel de l'établissement connaît les procédures et l'établissement (conduite de l'installation, risques, dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident, équipements de sécurité, moyens de secours...).

Un exercice d'évacuation en cas de sinistre est réalisé semestriellement pour l'ensemble du personnel y compris les intérimaires. Un exercice est organisé avec la participation du service d'incendie et de secours au moins tous les 3 ans. »

ARTICLE 2.2.3. PLAN DE DÉFENSE INCENDIE (PDI)

Un plan de défense incendie en cas de sinistre touchant les installations ainsi qu'un plan des réseaux sont établis par l'exploitant dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le PDI est validé par les services d'incendie et de secours de la Charente.

En outre, ce plan contient *a minima* :

- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles ad hoc ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des stockages de matières combustibles et des murs coupe-feu ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

ARTICLE 2.2.4. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX PLUVIALES

Les dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel susvisé du 2 septembre 2014 sont complétées par les dispositions suivantes :

« I - Un suivi de la qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est réalisée deux fois par an, avant rejet dans le milieu naturel, selon les conditions définies par l'exploitant dans le programme de surveillance des émissions qu'il met en œuvre en application de l'article 52 du présent arrêté.

Les prélèvements et analyses des eaux pluviales sont réalisées par un organisme agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation, et dans le respect des normes en vigueur.

Les valeurs limites à respecter sont définies par l'article 38 du présent arrêté.

Les résultats, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, sont transmis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception.

L'exploitant peut solliciter de l'inspection des installations classées une révision de la fréquence prescrite pour le suivi de la qualité des eaux pluviales défini ci-dessus sur la base d'une analyse des résultats collectés démontrant l'absence d'impact sur le milieu naturel.

II – L'exploitant prend les mesures appropriées afin de prévenir toute pollution du réseau des eaux pluviales ou du milieu naturel pouvant résulter d'une mauvaise manipulation ou du déversement accidentel de récipients contenant des matières susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol.

Les mesures concernées comportent notamment la mise en place de kits anti-pollution (produits absorbants, boudins, plaques d'obturation pour les regards,...) ou de tout autres dispositif équivalent, aux emplacements appropriés.

Les dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'un contrôle régulier de leur bon état et de leur bon fonctionnement.

Le personnel de l'établissement est formé à leur mise en œuvre.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts ...). En particulier, les transferts de matières dangereuses à l'aide de récipients mobiles s'effectuent suivant des parcours identifiés et font l'objet de consignes particulières.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou les épandages accidentels.

Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets. »

TITRE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU STOCKAGE DE PIÈCES DE BOIS (RUBRIQUE N°1532)

CHAPITRE 3.1. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'installation les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- Arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

CHAPITRE 3.2. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

En référence à la demande de l'exploitant (article L.512-10 du code de l'environnement), les prescriptions des articles 2.4.1, 2.4.2, 2.4.3 - b), 2.4.4, 2.4.5 et 5.3, annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé du 5 décembre 2016 sont aménagées suivant les dispositions du présent chapitre.

ARTICLE 3.2.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 2.4.1 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 5 DÉCEMBRE 2016 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS CLASSÉES RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.1, annexe I, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé du 5 décembre 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« 2.4.1. *Comportement au feu du bâtiment*

Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

- la structure est au moins de résistance au feu R15. »

ARTICLE 3.2.2. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 2.4.2 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 5 DÉCEMBRE 2016 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS CLASSÉES RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.2, annexe I, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé du 5 décembre 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« 2.4.2. *Comportement au feu des locaux à risques*

Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cet article ne s'applique aux cas relevant du 2.4.3. »

ARTICLE 3.2.3. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 2.4.3 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 5 DÉCEMBRE 2016 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS CLASSÉES RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.3, annexe I, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé du 5 décembre 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« 2.4.3. *Dispositions particulières*

b) Dispositions particulières applicables pour la rubrique 1532

Si le bâtiment couvert abritant le stockage est situé à moins de 8 mètres de constructions occupées par des tiers, les éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :

- parois REI 120 ;*
- couverture BROOF (t3) ou plancher haut REI 60 ;*
- portes EI 30.*

Si le stockage est en plein air, sa hauteur ne doit pas dépasser 6 mètres. »

ARTICLE 3.2.4. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 2.4.4 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 5 DÉCEMBRE 2016 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS CLASSÉES RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.4, annexe I, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé du 5 décembre 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« 2.4.4. Toitures et couvertures de toiture

Sans objet. »

ARTICLE 3.2.5. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 2.4.5 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 5 DÉCEMBRE 2016 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS CLASSÉES RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.5 annexe I, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé du 5 décembre 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« 2.4.5. Désenfumage

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;*
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à ~~2~~ 1 % de la superficie des locaux.*

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours. »

ARTICLE 3.2.6 AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 5.3 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 5 DÉCEMBRE 2016 SUSVISÉ RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS CLASSÉES RELEVANT DU RÉGIME DE LA DÉCLARATION

En lieu et place des dispositions de l'article 5.3 annexe I, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé du 5 décembre 2016, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« 5.3. Réseau de collecte et eaux pluviales

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.

Les eaux pluviales sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE s'il existe.

Au préalable, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique. »

TITRE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

ARTICLE 4.1 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative auprès du Tribunal Administratif de Poitiers :

- 1) par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. L'exercice d'un recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

L'auteur d'un recours administratif ou contentieux est tenu, à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

ARTICLE 4.2 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté est :

1. Notifié à l'exploitant ;
2. Affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie d'Aigre ;
3. Mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le département, conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

ARTICLE 4.3 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Confolens, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), le maire d'Aigre, ainsi que l'exploitant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le **05 JAN. 2026**

Le préfet,



Jérôme HARNOIS